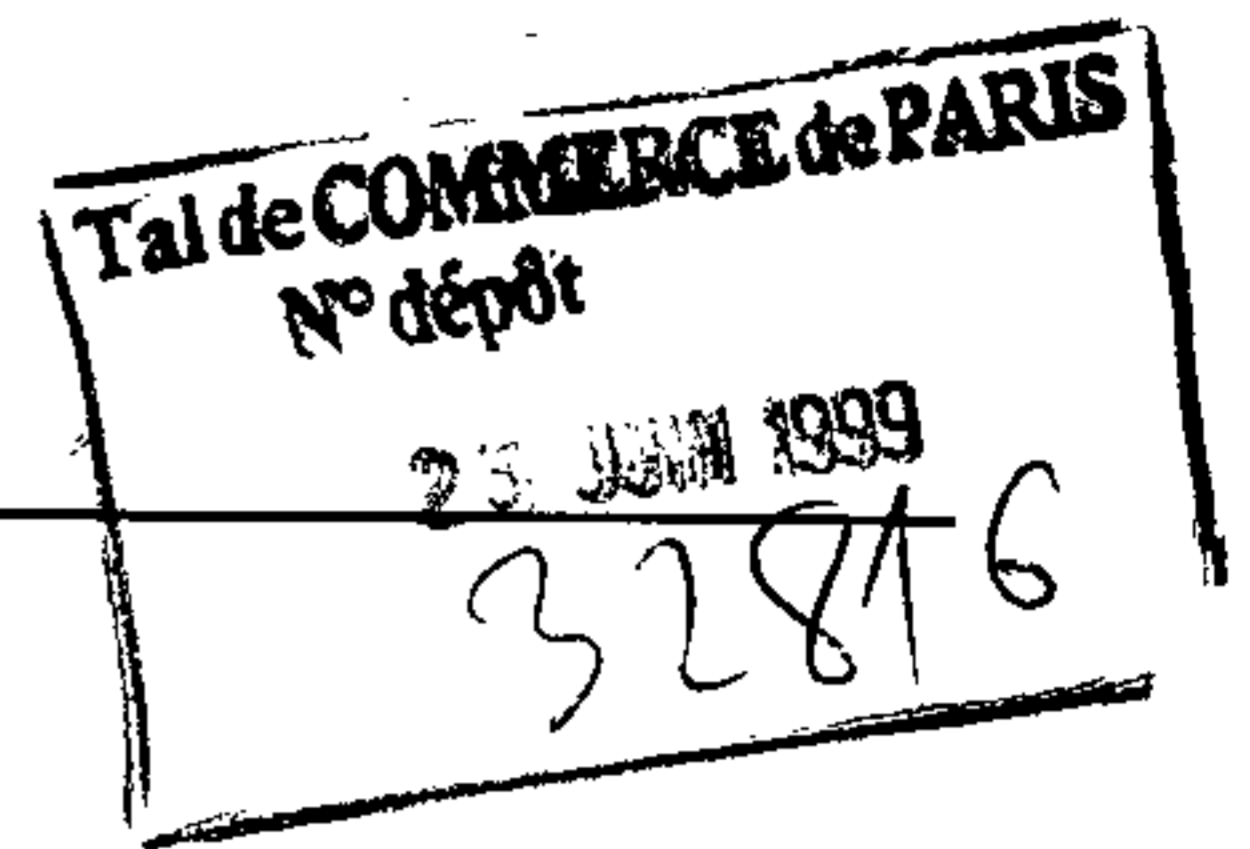


ROUER, BERNARD & Associés

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 100 000 francs
Siège social : 23, Rue Galilée 75116 PARIS
RCS PARIS : B 414 202 341



**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 20 MAI 1999**

L'an mille neuf cent quatre vingt dix neuf, le vingt mai à neuf heures, les associés se sont réunis au siège social en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

- Monsieur Philippe ROUER, propriétaire
de 649 parts sociales portant les numéros
de 1 à 649 649
- Monsieur Hervé BERNARD, propriétaire
de 300 parts sociales portant les numéros
de 650 à 949 300
- Monsieur Thierry BRETOUT, propriétaire
de 50 parts sociales portant les numéros
de 950 à 999 50

Total des parts présentes ou représentées : 999 parts sur les 1000 parts composant le capital social.

Monsieur Philippe ROUER préside la séance en qualité d'associé gérant détenant le plus de parts.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport de la gérance,
- le texte des résolutions proposées.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été mises à la disposition des associés plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, ce dont l'assemblée lui donne acte à l'unanimité.

Three handwritten signatures in black ink, written in a cursive style, located at the bottom of the page.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- agrément d'un tiers en qualité de nouvel associé,
- modification des statuts sous réserve de la réalisation de la cession de parts sociales,
- pouvoirs à donner.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION :

L'assemblée générale décide d'agréer en qualité de nouvel associé, conformément à la loi et à l'article n° 8 des statuts :

- CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés, 23, Rue Galilée 75116 PARIS.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION :

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la cession de parts précédemment autorisée, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article n° 7 des statuts :

Article 7 – Capital social :

Le capital social est fixé à la somme de 100 000 francs.

Il est divisé en 1000 parts de 100 francs chacune, numérotées de 1 à 1000, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

Monsieur Philippe ROUER, à concurrence de 650 parts sociales portant les numéros de 1 à 649 et le n° 1000	650
Monsieur Hervé BERNARD, à concurrence de 1 part sociale portant le numéro de 650	1

Handwritten signatures and a checkmark.

Monsieur Thierry BRETOUT, à concurrence de 1 part sociale portant le numéro de 950	1
CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés, à concurrence de 348 parts sociales portant les numéros de 651 à 949 et 951 à 999	348
Total égal au nombre de parts composant le capital social (Mille parts)	1000

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION :

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance des levée à 10 heures.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés gérants.


P. ROUER


H. BERNARD


T. BRETOUT



RECETTE PRINCIPALE DES IMPÔTS
PARIS 16ème - CHAILLOT
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ

Le.....21 JUIN 1999.....

Bord.....284..... Case.....3..... F°.....45.....

REÇU { - Dt DE TIMBRE.....590 F.....
- Dts D'ENREGt.....25182 F.....

Le Receveur Principal :

CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

Hervé BERNARD, né le 30 octobre 1958 à SURESNES (92), demeurant 20, Rue Raspail à LEVALLOIS (92), marié sous le régime de la séparation de biens à Madame HEURTAULT épouse BERNARD Anne,

ci-après dénommé "le cédant"

d'une part,

et :

CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés SARL au capital de F. 125 000, siège social : 23, Rue Galilée 75116 PARIS, RCS : PARIS B 423 009 497, représentée par Monsieur Thierry BRETOUT, son co-gérant,

ci-après dénommé "le cessionnaire"

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Aux termes de statuts en date du 29 septembre 1997 à Paris, enregistrés à Paris-Ouest 15ème (Grenelle-Javel) le 2 octobre 1997 n° 282 G Case S, ainsi que de divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée, dénommée ROUER, BERNARD & Associés SARL au capital de F. 100 000, divisé en 1000 parts sociales de F. 100 chacune, dont le siège social est à Paris 16ème au 23, Rue Galilée et qui a pour objet :

Dans tous les pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945 et la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont comptables avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

I. - Cession de parts :

Par les présentes, Hervé BERNARD, soussigné de première part, cède et transport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés SARL, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 299 parts sociales lui appartenant de la société ROUER, BERNARD & Associés SARL.

II. - Propriété – Jouissance :

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. - Conditions générales :

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, certifiés conformes par le gérant,
- un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.



IV. - Prix – Modalités de paiement :

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de F. 1 755 par part, soit au total F. 524 745 pour les 299 parts cédées, suivant les échéances suivantes :

- F. 300 000 au 15 juin 1999,
- F. 224 745 au 28 février 2000.

Il y aura exigibilité anticipée immédiate de la totalité des sommes restant encore dues, dans les cas suivants :

- à défaut de paiement d'une seule échéance en principal ou en intérêt et quinze jours après une simple mise en demeure de payer par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, nonobstant toutes offres ultérieures,
- en cas de décès, saisie, redressement ou liquidation judiciaire, faillite, déconfiture du cessionnaire,
- en cas d'inexactitude de l'une des déclarations faites au présent acte.

V. - Agrément d'associés :

Conformément aux dispositions de l'article n° 11 des statuts, le cessionnaire a été dûment agréé en qualité de nouvel associé par décision collective extraordinaire en date du 20 mai 1999.

VI. - Origine de propriété :

Les parts présentement cédées constituent un bien propre de Hervé BERNARD pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple de la constitution de la société.

VII. - Déclarations générales :

1) les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture,
- et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.



2) le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII. - Application de l'article 1424 du Code Civil :

Les parts présentement cédées ne dépendent pas de la communauté de biens existant entre Hervé BERNARD et Anne HEURTAULT, l'intervention du conjoint n'est pas nécessaire.

IX. - Formalités de publicité :

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

X. - Enregistrement :

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 4,80 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.



XI. - Frais :

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à PARIS, le 6 juin 1999
en 8 exemplaires.



A handwritten signature in black ink, consisting of a series of connected loops and a horizontal line at the bottom.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Th. M. M. M.' with a long horizontal line extending to the right.

RECETTE PRINCIPALE DES IMPÔTS
PARIS 16ème - CHAILLOT
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ

Le..... 21 JUIN 1999

Bord..... 282 Case..... 2 F° 45.....

REÇU { - Dt DE TIMBRE 50F
- Dts D'ENREGt 4289F

 Le Receveur Principal : 

CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

Thierry BRETOUT, né le 27 juillet 1965 à PARIS 14ème, demeurant 123, Rue du Théâtre à Paris 15ème, marié sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts à Madame MASSON épouse BRETOUT Isabelle,

ci-après dénommé "le cédant"

d'une part,

et :

CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés SARL au capital de F. 125 000, siège social : 23, Rue Galilée 75116 PARIS, RCS : PARIS B 423 009 497, représentée par Monsieur Hervé BERNARD, son co-gérant,

ci-après dénommé "le cessionnaire"

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Aux termes de statuts en date du 29 septembre 1997 à Paris, enregistrés à Paris-Ouest 15ème (Grenelle-Javel) le 2 octobre 1997 n° 282 G Case S, ainsi que de divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée, dénommée ROUER, BERNARD & Associés SARL au capital de F. 100 000, divisé en 1000 parts sociales de F. 100 chacune, dont le siège social est à Paris 16ème au 23, Rue Galilée et qui a pour objet :

Dans tous les pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945 et la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont comptables avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.



Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

I. - Cession de parts :

Par les présentes, Thierry BRETOUT, soussigné de première part, cède et transport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés SARL, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 49 parts sociales lui appartenant de la société ROUER, BERNARD & Associés SARL.

II. - Propriété – Jouissance :

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. - Conditions générales :

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, certifiés conformes par le gérant,
- un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.



IV. - Prix – Modalités de paiement :

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de F. 1 755 par part, soit au total F. 85 995 pour les 49 parts cédées, suivant les échéances suivantes :

- F. 72 000 au 15 juin 1999,
- F. 13 995 au 28 février 2000.

Il y aura exigibilité anticipée immédiate de la totalité des sommes restant encore dues, dans les cas suivants :

- à défaut de paiement d'une seule échéance en principal ou en intérêt et quinze jours après une simple mise en demeure de payer par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, nonobstant toutes offres ultérieures,
- en cas de décès, saisie, redressement ou liquidation judiciaire, faillite, déconfiture du cessionnaire,
- en cas d'inexactitude de l'une des déclarations faites au présent acte.

V. - Agrément d'associés :

Conformément aux dispositions de l'article n° 11 des statuts, le cessionnaire a été dûment agréé en qualité de nouvel associé par décision collective extraordinairement en date du 20 mai 1999.

VI. - Origine de propriété :

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté de biens existant entre Thierry BRETOUT et son conjoint, Isabelle MASSON épouse BRETOUT, ici intervenant, pour les avoirs reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple de la constitution de la société.

VII. - Déclarations générales :

1) les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture,



- et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2) le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII. - Application de l'article 1424 du Code Civil :

Madame Isabelle MASSON, épouse BRETOUT, intervient au présent acte à l'effet de donner son consentement à la présente cession, conformément aux dispositions de l'article 1424 du Code Civil.

IX. - Formalités de publicité :

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

X. - Enregistrement :

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 4,80 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.



XI. - Frais :

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à PARIS, le 6 juin 1999
en 8 exemplaires.

Th. Metwou

M. - M. M.

Beetwou

RECETTE PRINCIPALE D'IMPÔTS
PARIS 16^{ème} GRENELLE-JAVEL
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ

Mention par
DUPLICATA

Le **21 JUIN 1999**

Bord. **2456** Case **6**

REÇU

[F. de Timbre **456 F**
Dts d'enregistrement **100 F**

Le Receveur Principal:

CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

Monsieur André AZOULAY, né le 15 septembre 1948 à CASABLANCA (Maroc),
demeurant 71, Boulevard Bineau à NEUILLY SUR SEINE (92), marié sous le
régime de la séparation de biens à Madame KAKON épouse AZOULAY Simone,

ci-après dénommé "le cédant"

d'une part,

et :

Monsieur Philippe ROUER, né le 24 octobre 1949 à SAINT-MANDE (94)
demeurant 22, Rue Emeriau à PARIS XV^{ème}, marié sous le régime de la séparation
de bien à Madame BABR EL DIN épouse ROUER Laïla.

ci-après dénommé "le cessionnaire"

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Aux termes de statuts en date du 29 septembre 1997 à Paris, enregistrés à Paris-
Ouest 15^{ème} (Grenelle-Javel) le 2 octobre 1997 n° 282 G Case S, ainsi que de divers
autres actes, il existe une société à responsabilité limitée, dénommée ROUER,
BERNARD & Associés SARL au capital de F. 100 000, divisé en 1000 parts sociales
de F. 100 chacune, dont le siège social est à Paris 16^{ème} au 23, Rue Galilée et qui a
pour objet :

Dans tous les pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire
aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre
1945 et la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous
les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont comptables avec cet objet, s'y
rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

I. - Cession de parts :

Par les présentes, André AZOULAY, soussigné de première part, cède et transport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Philippe ROUER, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 1 part sociale lui appartenant de la société ROUER, BERNARD & Associés SARL.

II. - Propriété – Jouissance :

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.


En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. - Conditions générales :

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, certifiés conformes par le gérant,
- un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.

Handwritten signature and initials in black ink, located at the bottom left of the page.

FACE ANNULEE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1968

IV. - Prix – Modalités de paiement :

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de F. 1 755 par part, soit au total F. 1 755 pour la part cédée, suivant les échéances suivantes :

- F. 1 755 au comptant ce jour.

Il y aura exigibilité anticipée immédiate de la totalité des sommes restant encore dues, dans les cas suivants :

- à défaut de paiement d'une seule échéance en principal ou en intérêt et quinze jours après une simple mise en demeure de payer par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, nonobstant toutes offres ultérieures,
- en cas de décès, saisie, redressement ou liquidation judiciaire, faillite, déconfiture du cessionnaire,
- en cas d'inexactitude de l'une des déclarations faites au présent acte.

V. - Origine de propriété :

La part présentement cédée constitue un bien propre de André AZOULAY pour l'avoir reçue en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple de la constitution de la société.

VI. - Déclarations générales :

- 1) les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :
 - qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture,
 - et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Handwritten signatures in black ink, including a large checkmark-like signature and a smaller signature that appears to be 'AAA'.

2) le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VII. - Application de l'article 1424 du Code Civil :

La part présentement cédée ne dépend pas de la communauté de biens existant entre André AZOULAY et Simone KAKON, l'intervention du conjoint n'est pas nécessaire.

VIII. - Formalités de publicité :

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

IX. - Enregistrement :

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 4,80 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

A large handwritten checkmark is located on the left side of the page. Below it, the initials 'AA' are written in a cursive, handwritten style.

X. - Frais :

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à PARIS, le 19 mai 1999
en 8 exemplaires.

*Bon pour achat
d'une part nuale*

*Bon pour cession d'une (1)
part nuale*

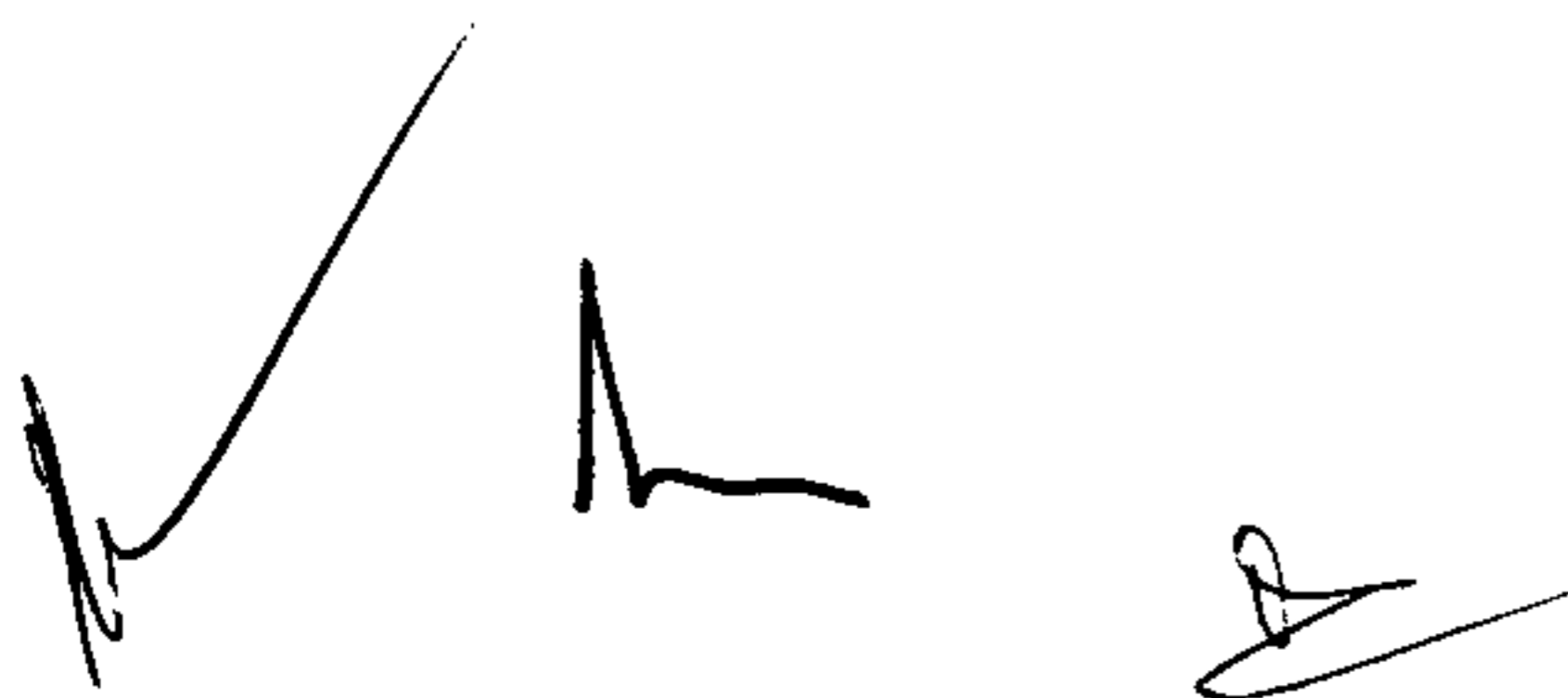
ROUER, BERNARD & Associés

**Société à Responsabilité Limitée
au capital de F. 100 000**

**23, Rue Galilée
75116 PARIS**

STATUTS

(Mise à jour le 6 juin 1999)



Les soussignés (1) :

- Monsieur Philippe ROUER, né le 24 octobre 1949 à SAINT-MANDE (94), demeurant 22, Rue Emeriau à PARIS (15^e), marié à Madame Laïla BADR EL DIN sous le régime de la séparation de biens, membre de l'Ordre des Experts-Comptables et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris,
- Monsieur Hervé BERNARD, né le 30 octobre 1958 à SURESNES (92), demeurant 20, Rue Raspail à LEVALLOIS-PERRET (92), marié à Madame Anne HEURTAULT sous le régime de la séparation de biens, membre de l'Ordre des Experts-Comptables et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris,
- Monsieur Thierry BRETOUT, né le 27 juillet 1965 à PARIS (14^e), demeurant 123, Rue du Théâtre à PARIS (15^e), marié à Madame Isabelle MASSON, sous le régime de la communauté,
- Monsieur André AZOULAY, né le 15 septembre 1948 à CASABLANCA (Maroc), demeurant 71, Boulevard Bineau à NEUILLY SUR SEINE (92), marié à Madame Simone KAKON, sous le régime de la séparation de biens, membre de l'Ordre des Experts-Comptables et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris,

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée ROUER, BERNARD & Associés (1)

- (1) La dénomination sociale est toujours accompagnée de la mention "société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes" et de l'indication de l'inscription au tableau de l'ordre des experts comptables et à la compagnie régionale des commissaires aux comptes.



ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous les pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945 et la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont comptables avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

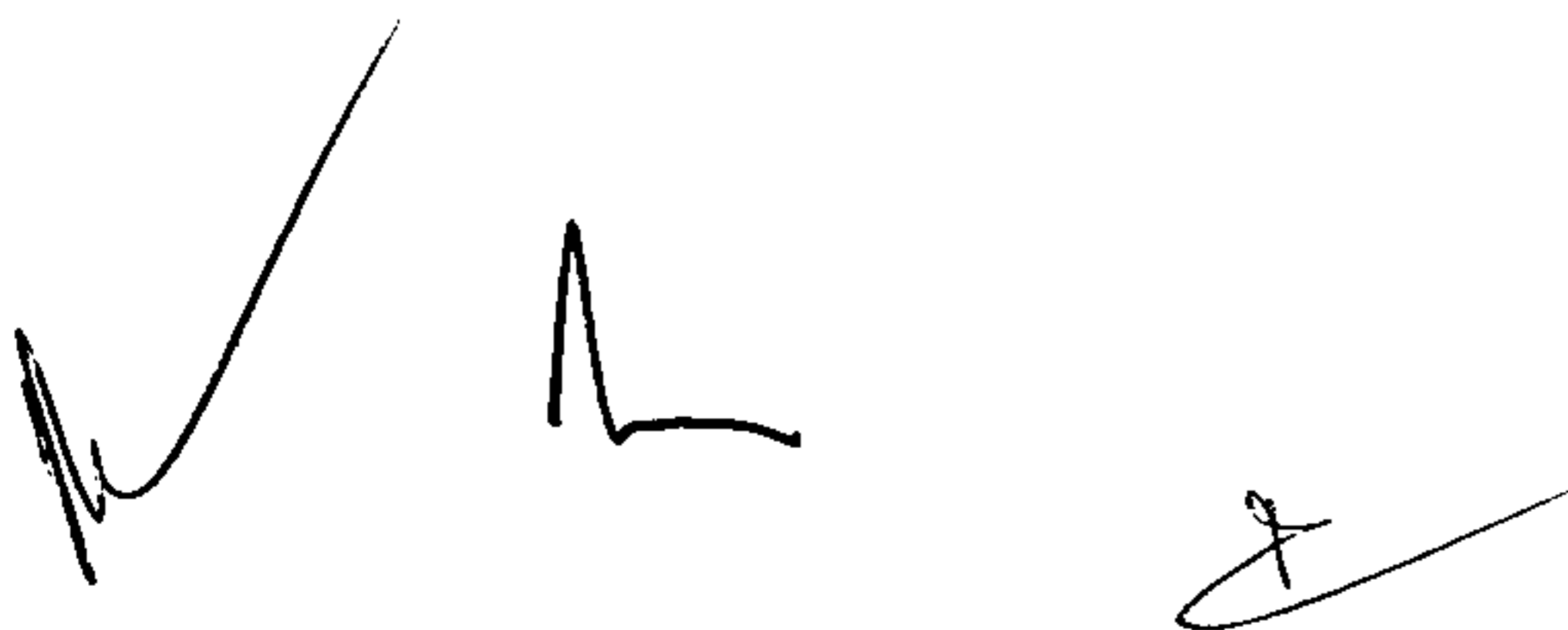
ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au : 23, rue Galilée 75116 PARIS

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

Sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par les associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts, la durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés.



ARTICLE 6 - APPORTS

1. Apports en numéraire :

Monsieur Philippe ROUER
apporte à la société une somme en espèces de
soixante quatre mille neuf cent francs F. 64 900

Monsieur Hervé BERNARD
apporte à la société une somme en espèces de
trente mille francs F. 30 000

Monsieur Thierry BRETOUT
apporte à la société une somme en espèces de
cinq mille francs F. 5 000

Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint. Celui-ci, intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associé, les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Thierry BRETOUT.

Monsieur André AZOULAY
apporte à la société une somme en espèces de
cent francs F. 100

F. 100 000

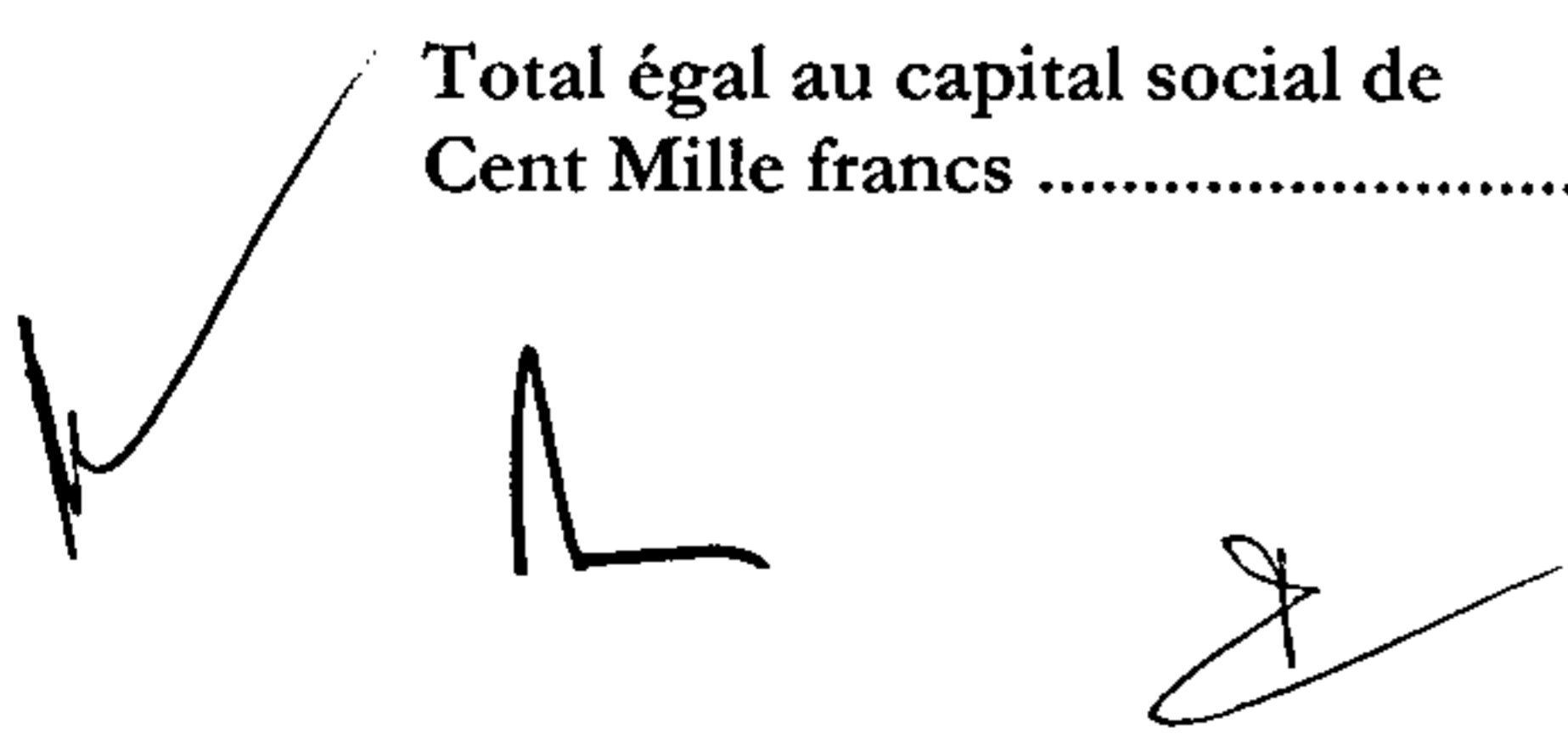
Laquelle somme de cent mille (100 000) Francs a été déposée à la Banque Nationale de Paris, 51, Avenue Kléber 75116 PARIS à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 100.565/85.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du Commerce et des Sociétés.

2. Récapitulation :

Les apports en numéraire s'élèvent à
la somme de Cent Mille francs F. 100 000

Total égal au capital social de
Cent Mille francs F. 100 000

Handwritten signatures and a checkmark. A large checkmark is on the left. Below it are three distinct handwritten signatures.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

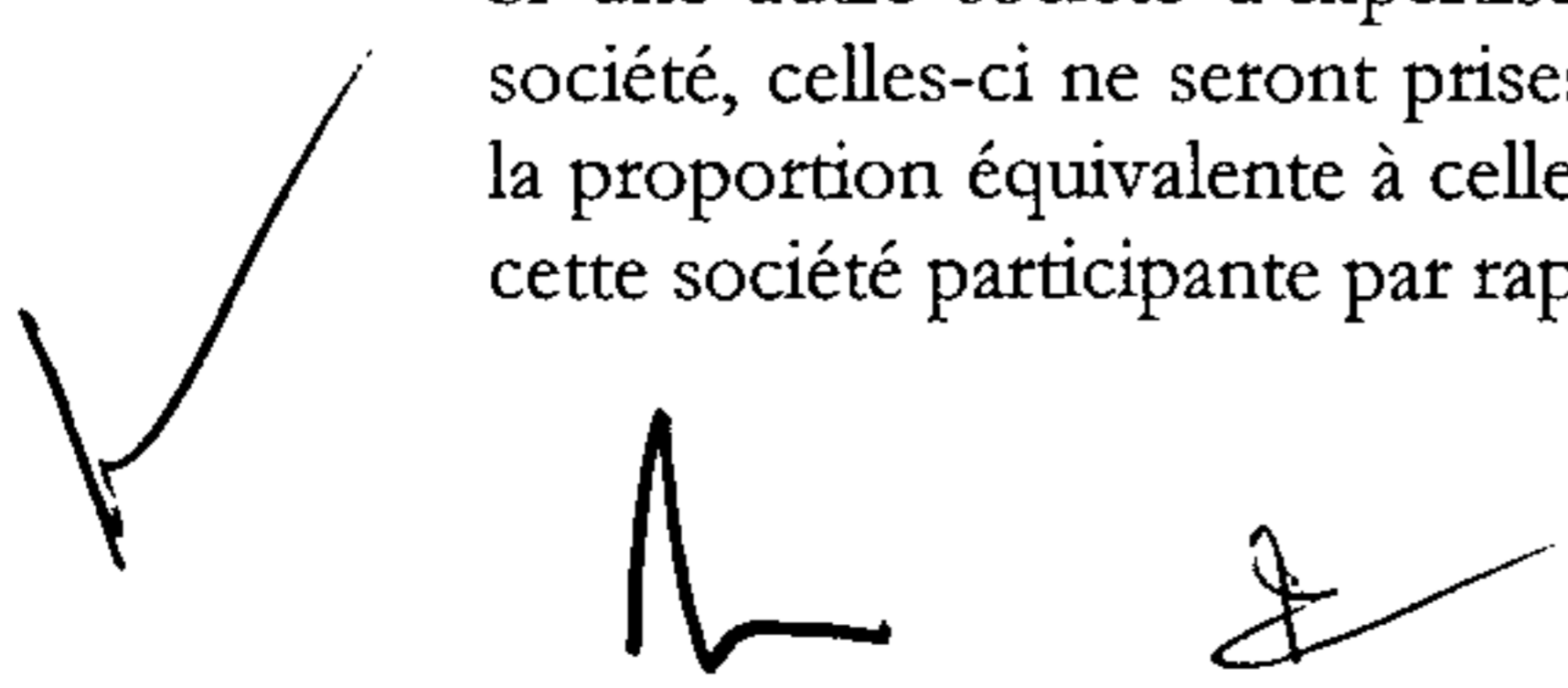
1. Le capital social est fixé à Cent Mille Francs (F. 100 000), divisé en mille (1000) parts de Cent Francs (100) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1000 qui ont été attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs à la constitution et qui par suite des cessions intervenues à la date du 6 juin 1999 se répartit comme suit :

	Monsieur
Philippe ROUER, à concurrence de 650 parts sociales portant les numéros de 1 à 649 et le n° 1000	650
Monsieur Hervé BERNARD, à concurrence de 1 part sociale portant le numéro de 650	1
Monsieur Thierry BRETOUT, à concurrence de 1 part sociale portant le numéro de 950	1
CABINET BERNARD, BRETOUT & Associés, à concurrence de 348 parts sociales portant les numéros de 651 à 949 et 951 à 999	348
Total égal au nombre de parts composant le capital social (Mille parts)	1000

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

2. La liste des associés sera communiquée annuellement au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes ainsi que toute modification apportée à cette liste.
3. Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des experts comptables inscrits au tableau de l'ordre conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

A large handwritten checkmark is on the left. Below it are three handwritten signatures in black ink.

4. Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

5. Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Les augmentations de capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, 45 de la loi du 24 juillet 1966 et 11 des statuts.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la Société.

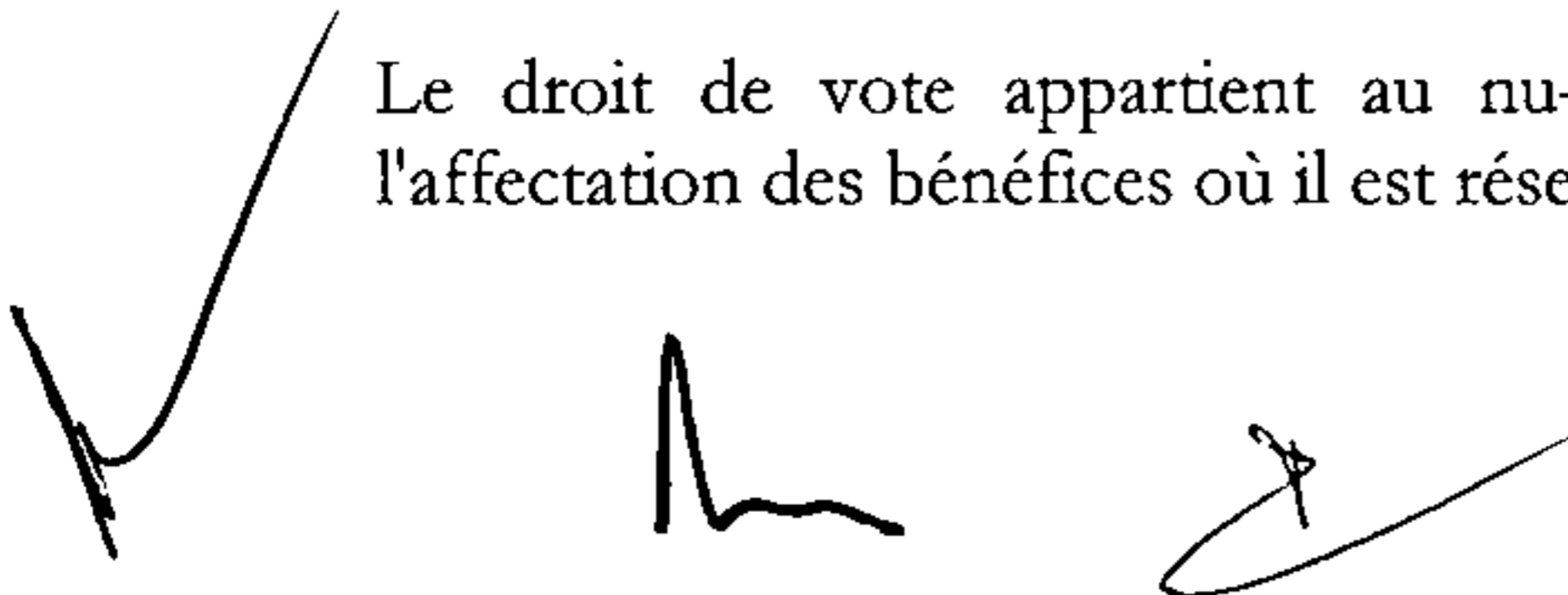
ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.



Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes.

ARTICLE 11 -TRANSMISSION DES PARTS

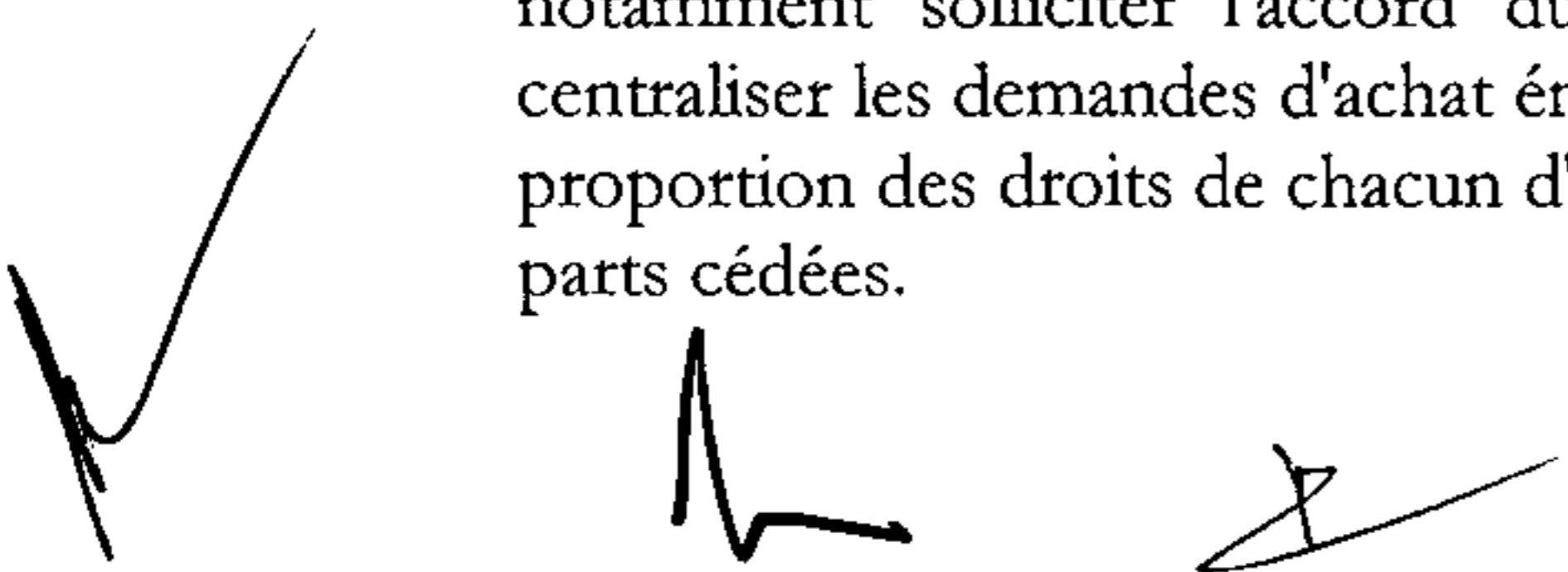
1. Transmission entre vifs :

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nu-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui a été faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans un délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de la valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.



A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes les pièces justificatives.

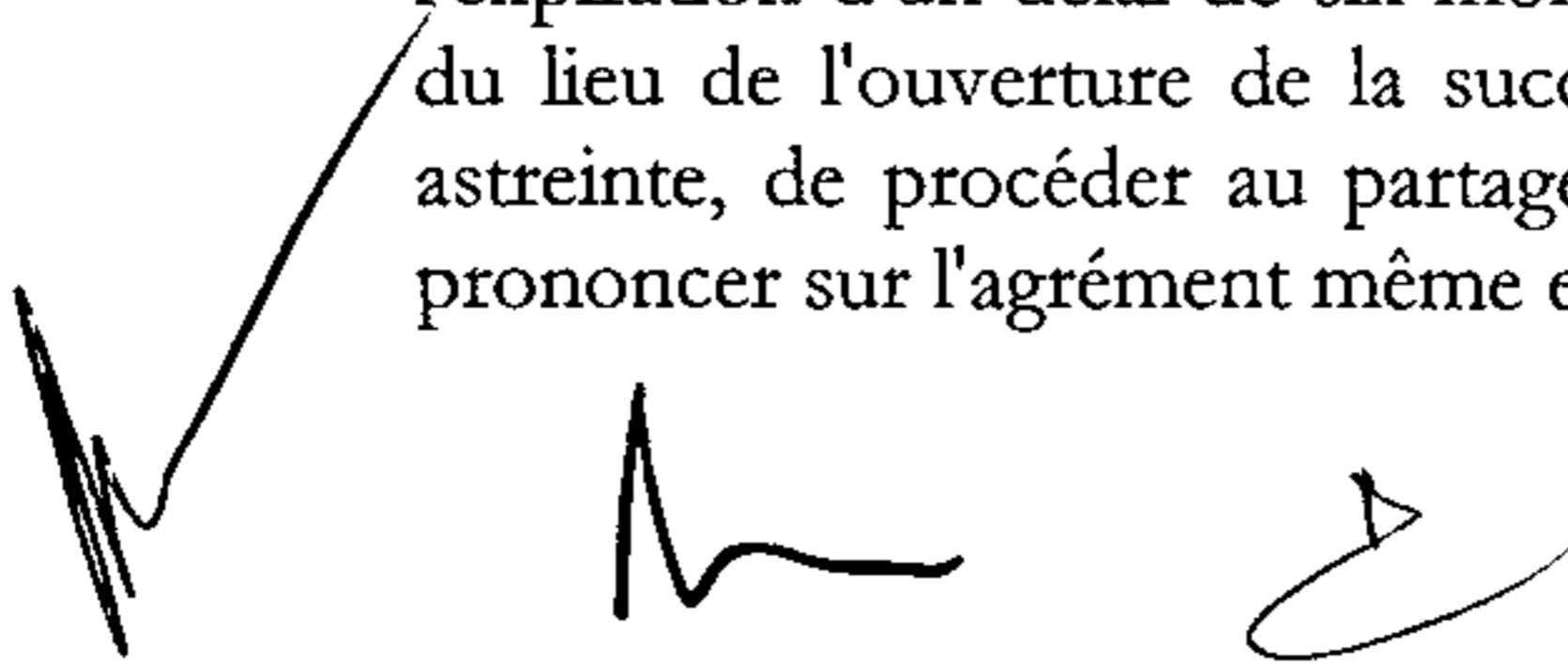
La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions des articles 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2. Transmission par décès :

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le co-partageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Handwritten signature and initials in black ink at the bottom of the page.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. Liquidation d'une communauté de biens entre époux :

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens :

Si durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau des experts-comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

A large handwritten checkmark is on the left. Below it are two handwritten signatures. The first signature is a stylized 'M' or 'N' shape. The second signature is a more complex scribble.

ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Commissaires aux Comptes, et nommés pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

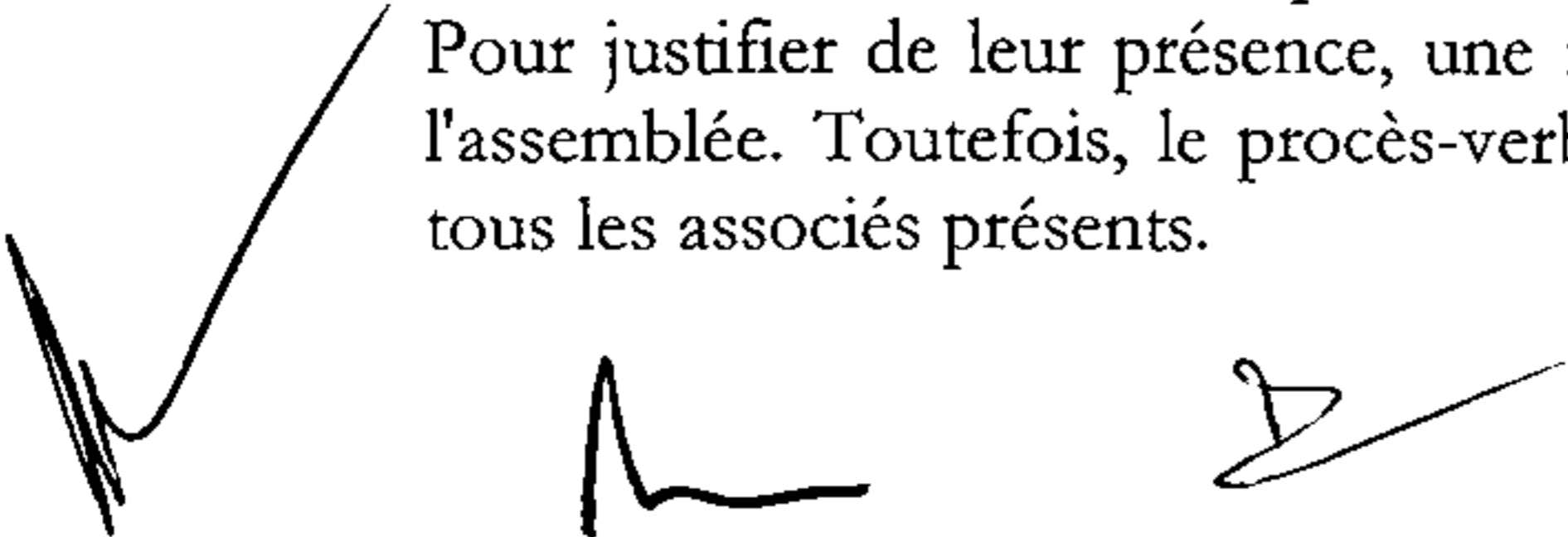
Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.



Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

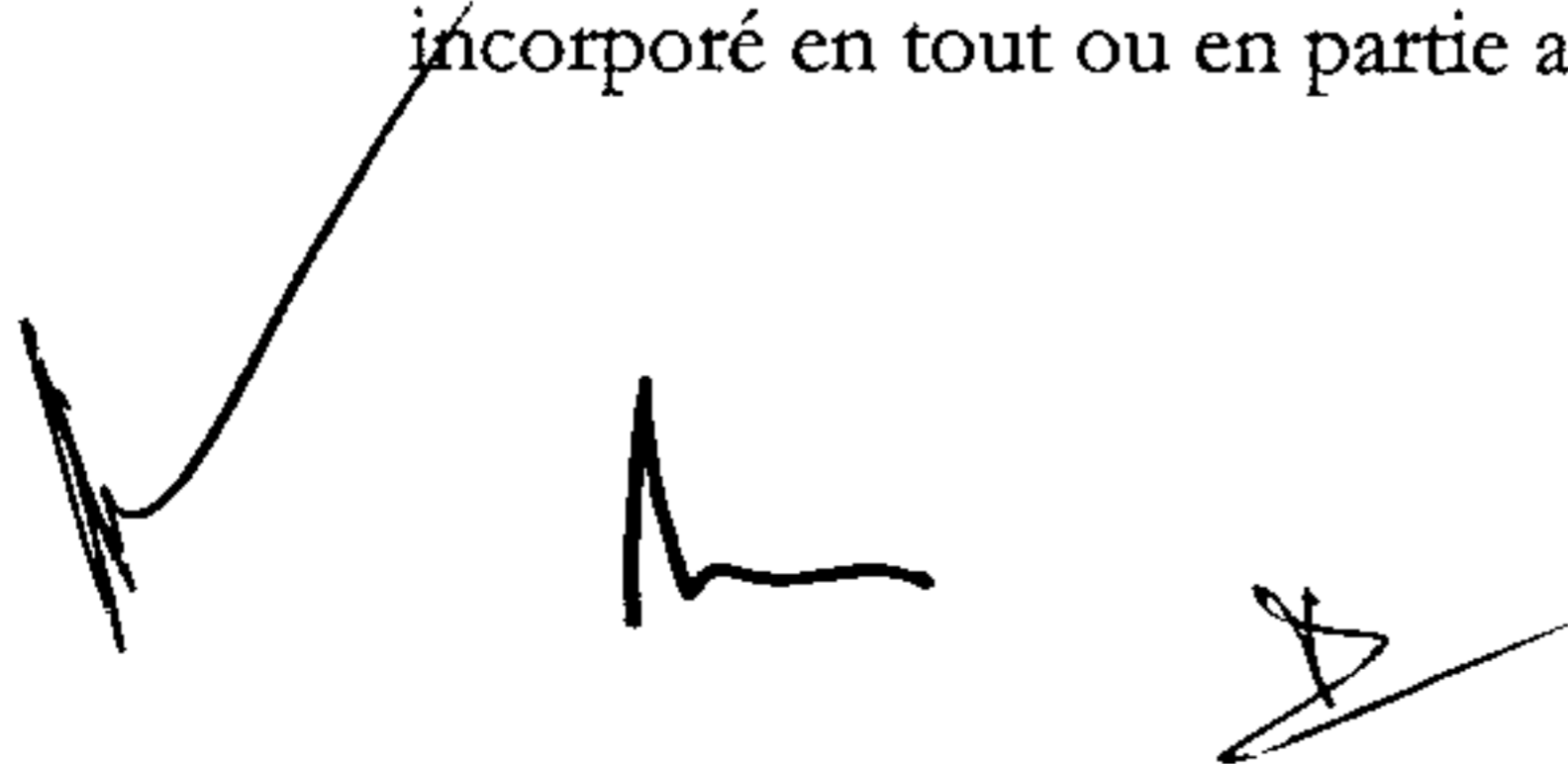
ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le premier septembre et finit le 31 août de chaque année.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserves généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.



ARTICLE 18 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination sociale est suivie de la mention "société en liquidation" et de l'indication du nom du ou des liquidateurs.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La collectivité des associés conserve, pendant la liquidation, les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, les conditions de réunion, de quorum, de majorité et de pouvoirs des assemblées restent inchangées.

Les pouvoirs de la gérance prennent fin à compter du jour où la société est en liquidation. S'il existe des commissaires aux comptes, l'assemblée décide souverainement si leurs fonctions doivent se poursuivre pendant la liquidation.

Un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, sont désignés à la majorité en capital des associés ou à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de tout intéressé.

La durée du mandat des liquidateurs ne peut excéder trois ans, sauf la faculté de renouvellement prévue par la loi. Ils sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination.

Les liquidateurs représentent la société, ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable.

Les opérations de liquidation sont poursuivies conformément aux dispositions légales et les formalités de publicité sont effectuées par les liquidateurs et sous leur responsabilité. Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts sociales est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital social. Les décisions de répartition des fonds sont régulièrement publiées ainsi que l'avis de clôture de liquidation.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, celle-ci s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux Comptes selon l'objet du litige.



En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables, soit du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 20 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 31 août 1998. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

En outre, la gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social et notamment à contracter un bail.

Ces engagements seront également repris par la société, du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 21 - NOMINATION DES PREMIERS GERANTS

Les premiers gérants de la société, nommés sans limitation de durée, sont Messieurs Philippe ROUER, né le 24 octobre 1949 à SAINT MANDE, demeurant 22, Rue Emeriau 75015 PARIS et Hervé BERNARD, né le 30 octobre 1958 à SURESNES, demeurant 20, Rue Raspail 92300 LEVALLOIS PERRET.



Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 22 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance et, spécialement à Monsieur Philippe ROUER, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en particulier vis à vis du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables, de la Cour d'Appel de Paris et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes afin d'inscrire la Société au tableau de l'Ordre et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes et de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

ARTICLE 23 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à PARIS

Le 29 septembre 1997

En dix originaux dont deux pour être déposés au siège social, et les autres pour l'exécution des formalités requises

